

Dossier

Journées nationales 2011

Sous le Haut patronage de M. Stéphane Hessel

Centre de l'Étoile - Le Mans - 25-27 mars 2011

RÉSISTER à quoi, pour quoi ?

Le rapprochement étymologique des mots « protestant » et « résistant » - protester et résister - apporte un éclairage particulièrement lumineux sur leur proximité. En latin, protester signifie « témoigner devant » et résister équivaut à « se tenir en faisant face ».

Pour les protestants, minoritaires en France, la résistance est constitutive de leur identité profonde : ils se sont dressés contre la volonté hégémonique du pouvoir royal de ranger les pratiques religieuses sous la seule autorité de l'Église catholique. Portant en bannière la liberté de conscience, ils ont imprégné de cet idéal les fondements constitutionnels de la République (Jean-Paul Rabaut de Saint-Etienne, 1743-1793).

Après la loi de séparation de l'Église et de l'État en 1905, les protestants ont été nombreux pendant la seconde guerre mondiale à entrer dans la Résistance face à l'occupant allemand. À Yad Vashem, un certain nombre d'entre eux figurent parmi les Justes ayant contribué à sauver des juifs. Au-delà de l'origine des mots et des descendants protestants, la théologie protestante pointe l'importance du témoignage sur le sort des gens qui souffrent, un témoignage gratuit qui vise à plaider pour ces personnes, sans contrepartie. Entrer en résistance contre ce qui cause la souffrance est donc une posture naturelle et légitime pour beaucoup de protestants.

Pour autant, il n'est pas aisé de discerner les causes de la souffrance aujourd'hui et de savoir comment et jusqu'où résister. Le secteur associatif souffre, les personnes en difficulté sont plus nombreuses et leurs besoins augmentent. Il convient de témoigner encore plus et de servir encore mieux. Mais la question centrale reste celle de la juste position des résistants, entre la tentation de l'engagement désespéré pouvant mener à la servitude et celle de la critique distante et désincarnée...

Un vrai défi pour nos associations !

Aux sources du courage

Dietrich Bonhoeffer constitue, assurément, une figure majeure de la résistance au XX^e siècle. On trouve, pourtant, dans son œuvre, peu de considérations explicites sur l'idée même de résistance, même si ses lettres de prison ont été publiées, à titre posthume, sous le titre de *Résistance et Soumission*. S'agissant de lettres de captivité, il est assez évident que Bonhoeffer n'allait pas détailler par le menu les attendus de ses prises de position politiques dans des courriers qui étaient lus par ses geôliers !

Mais il me semble qu'il y a un ressort plus puissant à ce relatif silence : c'est que, comme tous les vrais résistants, Bonhoeffer l'est devenu sans l'avoir planifié. Dès le début, il a été un opposant au parti nazi et, au départ, surtout pour des motifs théologiques. C'est la violence des réactions que son opposition a suscitées qui l'a transformé, ensuite, en résistant. Puis la propagation du mal qu'il voyait commettre sous ses yeux a contribué à l'élargissement de sa réflexion sociale. Mais, dans tous ces moments, il reste avant tout un chrétien qui se veut proche des hommes et de Dieu

et qui s'interroge. On possède un document qu'il a remis à ses amis peu de temps avant son incarcération et dans lequel il est plus explicite*. « *Quelle est, dit-il, l'origine de ce manque de courage civique que nous déplorons ?* ». Il la situe dans l'habitude exagérée à l'obéissance qui a marqué l'histoire de l'Allemagne. Et, à ce moment-là, on se rend compte qu'il se sent très seul face à ses choix : « *Il est infiniment plus facile de souffrir dans l'obéissance à un ordre humain que dans la liberté d'une action personnelle et responsable. Il est infiniment plus facile de souffrir* ».

frir publiquement et dans l'honneur qu'à l'écart et dans la honte. (...) Le Christ a souffert dans la liberté et la solitude, à l'écart et dans la honte ». Lui-même ne se considère nullement comme un héros, mais comme un homme qui agit en tremblant. Le courage civique, ajoute-t-il, « *procède d'un Dieu qui exige une action responsable dans le libre risque de la foi et qui accorde pardon et consolation à celui qui devient pécheur par cette même action* ».

Bonhoeffer ne se voyait certainement pas comme un héros et c'est cette simplicité, cette humanité, cette foi confiante en Dieu, qui lui semblait par-dessus tout nécessaire, que l'on retrouve dans les poèmes et les prières que le pasteur Bertrand Vergniol a sélectionnés. C'est là que l'on comprend la source du courage qui a été le sien. ■

* « Dix ans plus tard », texte reproduit au début de *Résistance et Soumission*, pp. 11-28 de l'édition française, Labor et Fides, 1973.



Stations sur les chemins de la liberté

Discipline

Si tu pars à la recherche de la liberté, apprends avant tout La discipline de tes sens et de ton âme, afin que tes désirs Et tes membres ne te mènent pas tantôt ici, tantôt là. Que ton esprit et ton corps soient chastes, entièrement soumis à toi-même Et que, dociles, ils cherchent le but qui leur est assigné. Personne ne sonde le mystère de la liberté, si ce n'est dans la discipline.

Action

Faire et oser non pas tes caprices, mais ce qui est juste. Ne pas planer dans l'indécision, mais saisir avec courage le réel. Ce n'est pas par la fuite dans les pensées, mais dans l'action seule qu'est la liberté. Romps le cercle de tes hésitations anxieuses pour affronter la tempête des événements, Porté seulement par le commandement de Dieu et par ta foi, La liberté saisira ton esprit de jubilation.

Souffrance

Métamorphoses miraculeuses ! Tes mains fortes et actives, Te sont ligotées. Impuissant et solitaire, tu vois la fin De tes actes. Mais tu respirez et déposes ce qui est juste, Tranquille et consolé, entre des mains plus fortes, et tu te sens apaisé. Un instant seulement, bienheureux, tu as palpé la liberté, Puis tu l'a remise à Dieu afin qu'il l'accomplisse magnifiquement.

Mort

Approche, maintenant, fête suprême sur le chemin de l'éternelle liberté, Mort, mets à terre les chaînes et les murs importuns De notre corps périssable et de notre âme aveuglée, Pour que nous apercevions enfin ce qu'il nous est refusé de voir ici-bas. Liberté, longuement cherchée dans la discipline, l'action et la souffrance, Mourants, nous te reconnaissons dans le visage de Dieu.

Dietrich Bonhoeffer
Prison de Tegel, été 1944
rédigé comme cadeau d'anniversaire à l'ami Eberhard Bethge

Qui suis-je ?

Qui suis-je ? Souvent ils me disent
Que je sortirais de ma cellule
Détendu, ferme et serein
Tel un gentilhomme de son château.

Qui suis-je ? Souvent ils me disent
Que je parlerais avec mes gardiens
Aussi libre, amical et clair
Que si j'allais donner des ordres.

Qui suis-je ? De même ils me disent
Que je supporterais les jours de malheur,
Impassible, souriant et fier,
Comme un homme accoutumé à vaincre.

Suis-je vraiment celui qu'ils disent de moi ?
Ou seulement cet homme que moi seul connais ?
Inquiet, nostalgique, malade, pareil à un oiseau en cage,
Cherchant mon souffle comme si on m'étranglait,
Avide de couleurs, de fleurs, de chants d'oiseaux,
Assoiffé d'une bonne parole et d'une proximité humaine,
Tremblant de colère devant l'arbitraire et l'offense mesquine,
Agité par l'attente de grandes choses,
 Craignant et démuné pour des amis dans un lointain sans fin,
 Si las, si vide que je ne puis prier, penser, créer,
 N'en pouvant plus et prêt à l'abandon ?

Qui suis-je ? Celui-là ou celui-ci ?
Aujourd'hui cet homme et demain cet autre ?
Suis-je les deux à la fois ? Un hypocrite devant les hommes
Et devant moi un faible, méprisable et piteux ?
Ou bien ce qui reste en moi ressemble-t-il à l'armée vaincue,
 Qui se retire en désordre devant la victoire déjà acquise ?

Qui suis-je ? Dérision que ce monologue,
 Qui que je sois, tu me connais, je suis tien ô Dieu !

Dietrich Bonhoeffer
Prison de Tegel, été 1944

L'homme dépendant

« (...) alors seulement on réalise à quel point notre propre vie est unie étroitement à celle d'autres hommes, à quel point le centre de notre vie personnelle se situe en dehors d'elle-même, et combien on est loin d'être un individu isolé (...) »

« Je crois que c'est simplement une loi de la nature ; la vie humaine s'étend largement au-delà de l'existence corporelle propre. Personne, vraisemblablement, ne doit l'éprouver plus fortement qu'une mère (...) »

« C'est une sensation étrange de dépendre absolument pour tout du secours des autres. Mais, en tout cas, une telle situation vous apprend à être reconnaissant, et j'espère ne plus l'oublier. Dans la vie normale, on ne réalise pas souvent que l'homme reçoit infiniment plus qu'il ne donne, et que seule la gratitude enrichit une vie. On surestime facilement l'importance de sa propre activité et de son efficacité et on oublie ce que l'on est devenu grâce aux autres. »

Extraits de lettres à ses parents, 5 et 13 septembre 1943

L'horizon terrestre, vivre et croire

« (...) le chrétien n'est pas un « homme religieux », mais tout simplement un être humain comme Jésus (...) était un être humain. Je ne parle pas de l'horizon terrestre plat et banal des gens éclairés, affairés, indolents ou lascifs, mais du profond horizon terrestre, qui est plein de discipline et où se trouve toujours présente la connaissance de la mort et de la résurrection. »

« J'ai compris plus tard et je continue de faire cette expérience que c'est en vivant pleinement dans l'horizon terrestre de la vie qu'on parvient à croire. Quand on a renoncé complètement à faire quelque chose de soi-même - que ce soit un saint ou un pécheur converti, (...) un juste ou un injuste, un malade ou un bien-portant -, et c'est ce que j'appelle l'horizon terrestre : vivre dans la multitude des tâches, des questions, des succès et des insuccès, des expériences et des perplexités - alors on se met pleinement entre les mains de Dieu dans le monde, on veille avec le Christ à Gethsemani, et je pense que c'est cela la foi (...); c'est ainsi qu'on devient un homme, un chrétien (voir Jérémie 45). »

Extraits d'une lettre à l'ami Eberhard Bethge, 21 juillet 1944, le lendemain de l'attentat manqué contre Hitler

La bénédiction

« (...) la bénédiction - cela veut dire une proximité de Dieu qui soit visible, sensible et qui devienne efficace. La bénédiction demande à être transmise, et passe par d'autres personnes. Celui qui est béni est lui-même une bénédiction. Soyons-le l'un pour l'autre, ainsi que pour tous ceux qui sont confiés à notre travail ou à notre intercession. Il n'y a rien de plus grand que lorsqu'une personne est une bénédiction pour les autres n'est-ce pas ? Non seulement une aide, un compagnon, un ami, mais une bénédiction. C'est beaucoup plus. C'est ainsi qu'il doit en être dans notre couple. Prions pour cela (...) »

Extrait d'une lettre à Maria von Wedemeyer sa fiancée, sans date, vraisemblablement début mai 1944, Tegel

La résistance : de l'épreuve à la résolution¹

Après la résilience, la résistance serait-elle une notion en vogue ? Une étude systématique des discours des contributeurs à la rubrique « tribune libre » des Actualités Sociales Hebdomadaires indique, sur la période 1998-2010, qu'elle est, au côté de la vigilance, la récurrence la plus importante. Résister apparaît comme le ressort légitime d'action des associations d'action sociale dans un contexte du plus en plus contraint.²

Ceci peut s'expliquer par la déferlante de dispositions législatives, réglementaires, la révision Générale des politiques publiques et autres recommandations de bonnes pratiques qui sacralisent la rationalisation et la standardisation des pratiques sociales et instillent une banalisation de la forme associative en valorisant l'action au détriment de l'institution.

Les logiques gestionnaires et marchandes, parce qu'elles déposent des « *sédiments d'inacceptable* »³ dans nos institutions, sont des raisons légitimes de protestation et de résistance à condition que celles-ci ne nous détournent pas d'une exigence interne de professionnalisme réfléchi, rigoureux dans sa technicité, solide dans ses références conceptuelles. La dénonciation, la critique réduite au scepticisme soupçonneux ou à l'abstentionnisme inconséquent ne peuvent à elles seules justifier une posture de résistance. Le risque existe de s'entretenir dans un intellectualisme brillamment démonstratif mais en manque d'engagement et de perspective.

La critique, un élément constitutif de l'éthique

L'association est une des formes majeures imaginées par les solidaristes (et parmi eux, nombre de protestants) pour instituer politiquement la solidarité. De cette raison d'être, comment un devoir de critique ne découlerait-il pas ? Pour Paul Ricœur, la critique est une dimension constitutive de l'éthique, elle est requise chaque fois que

sont importés dans la sphère de la raison pratique des vocables séman- tiquement incongrus, auxquels s'at- tachent des représentations valant prescription mais qui ne sont pas toujours pertinentes.

Des expressions comme « asso- ciation gestionnaire », « gouver- nance », recherche de la « valeur ajoutée » ou de la « plus-value sociale » paraissent confirmer la banalisation de la vie associative elle-même. Cette sémantique pose deux problèmes.

D'une part, à force de régulation tutélaire et d'isomorphisme insti- tutionnel, les associations sont en risque de perdre leur autonomie au premier sens du terme, de ne plus pouvoir définir des objectifs propres sinon ceux d'être approuvées par les instances de contrôle.

D'autre part, elles sont en dan- ger d'oublier le deuxième sens de l'autonomie qui réfère au service de « l'être avec », de la coexisten- ce. Ayant perdu en grande partie la maîtrise de leurs décisions, les associations, pour ne pas perdre toute pertinence politique, sont appelées à garder à l'esprit que tout intérêt ne vaut, éthiquement, qu'à condition de respecter l'ensemble des parties prenantes y compris les bénéficiaires.

Mais la docilité instrumentale dont font preuve certaines associations risque de sceller l'oubli du sens de l'agir. Or si aucune capacité d'ac- tion n'est rendue à celles et ceux qui en manquent le plus, c'est la cause même du politique qui se trouve compromise et pas seulement celle de l'association.

Dans ce contexte, le défi pour les associations serait de détacher des notions telles que « évaluation », « qualité », « gouvernance », « diri- geance » (etc.) de leurs anciennes amarres pour les mettre au service des réalités associatives et de leurs pratiques.

Gestion et adhésion : des logiques en tension

Le temps est à l'épreuve de l'organi- sation associative. Tout l'enjeu de la gouvernance dans les associations d'action sociale est d'articuler des logiques a priori contradictoires : l'adhésion à un projet associatif et la contrainte gestionnaire. Entre injonction des tutelles et dynamique d'adhésion des acteurs, entre la recherche de la légitimité externe et celle de la légitimité interne, la tension est forte.

Des choix de management pure- ment gestionnaires peuvent donner la primauté à une forme renouvelée

de régulation tutélaire où la logique administrative et bureaucratique prescrit en définitive, de la manière la plus étroite possible, les règles et les critères du management. Ce n'est pas là pour les associations, l'espace où elles peuvent tenir le rôle d'ac- teur institutionnel travaillant, dans une interaction permanente avec les pouvoirs publics, à une réinvention des cadres démocratiques.

Pour autant, au-delà des derniers avatars de la régulation de l'action sociale que sont les instruments du « new management » appliqués aux services publics, de larges capacités de réappropriation et des marges de manœuvre sont laissées au secteur associatif pour produire lui-même le sens et les modèles légitimes de son action. À lui donc de s'en saisir, et de ne pas se laisser purement et simplement instrumentaliser par des logiques administratives auxquelles il manque le plus souvent la capacité d'entraînement citoyen, promotrice du fait démocratique.

Vers une nouvelle « question associative »

Les associations doivent donc résis- ter à la tendance à la reproduction de logiques d'action étroitement encadrées par les lois du marché et de la gestion publique en refondant leur idéal démocratique de manière originale et convaincante pour les acteurs, pour la société qui les mis- sionne et les pouvoirs publics qui en sont les relais.

Les risques de banalisation et d'effacement de l'association sont aujourd'hui majeurs et doivent être mesurés à leur juste hauteur par tous les acteurs associatifs. C'est un véri- table enjeu sociétal que le devenir des associations dans une société qui se fragmente et parcelle ; à l'ère de la désaffiliation de masse, le deve- nir des associations dépend de leur

capacité à construire ou reconstruire « de la socialité, du lien social dans ses trois dimensions : avec chacune des personnes, entre la personne et son groupe d'appartenance, entre le groupe d'appartenance et la société »⁴. Elles ne pourront mener à bien cette mission si leur ambition ne dépasse pas l'horizon d'une presta-

« (...) la question " à quoi sert l'association ? " s'adresse en premier lieu à elle-même. La réponse de chaque association à cette question est la première des conditions d'une résistance (...) »

tion de services performante et d'une gestion efficace, importantes certes, mais insuffisantes pour justifier du sens à mobiliser le secteur associatif pour administrer des établissements sociaux et médico-sociaux. Si c'est bien le sens même que peut revêtir la structure associative pour gérer des équipements sociaux et médico-sociaux qui peut être ques- tionné, les incertitudes portent non plus seulement sur la reconnais- sance d'une légitimité externe, mais aussi sur une légitimité interne : la nature associative a-t-elle un sens du point de vue du fonctionnement interne des associations ? Autrement dit, la question « à quoi sert l'as- sociation ? » s'adresse en premier lieu à elle-même. La réponse de chaque association à cette question est la première des conditions d'une résistance constructive aux menaces d'effacement qui l'affectent. Si fina-

lement les pouvoirs publics n'ont que faire de la dimension instituante de l'association, c'est peut-être que ce n'est pas là le rôle du législateur de postuler au bien fondé de la forme associative, mais celui des acteurs d'en trouver le sens et d'en prouver la pertinence.

Résignation et résistance

Le scénario le plus pessimiste serait de considérer que le rôle assigné et le rôle de fait choisi par les asso- ciations concordent et les profilent vers l'état d'acteurs gestionnaires, par là même de moins en moins différenciables des autres formes d'entreprises.

Une lecture plus optimiste de la situation consiste à assumer une résistance nécessaire et constructive. Il s'agirait d'une part de prendre la mesure de l'évolution du contexte et d'agir sur celui-ci de manière collec- tive par toute forme de coopérations. Il s'agirait d'autre part de renfor- cer sa légitimité interne : son projet associatif, sa capacité à mettre en tension des logiques en apparence antagonistes dans des espaces de débats et de controverses. Voilà sans doute le chemin d'une résistance pour nos associations. ■

(1) Dans le double sens de la résolution : celui d'aboutissement d'une crise et de dépassement, ce qui ne signifie pas sa solution définitive et sans reste mais le dénouement (dé-nouer) qui permet de reprendre le mouvement ; celui d'une volonté qui fixe un effort, une visée, une action au-delà du doute envahissant. Les résolutions supposent toujours des renoncements, mais elles témoignent d'une vitalité qui se renouvelle en acceptant l'incertitude de l'avenir.

(2) AUBERT J., *L'association d'action sociale : la refondation au risque de l'effacement. De l'épreuve à la résolution*. Mémoire de recherche, 2010.

(3) ABDELMADJID S., « Face à l'inacceptable, résister », *Le Monde*, 6 septembre 2010.

(4) PARODI, M. 1999, « Les sciences sociales peuvent-elles légitimer les spécificités mé- ritoires des associations ? », dans BLOCH-LAINE, J.-F. (dir.) *Faire société. Les associations au cœur du travail social*, Paris, Syros.

Agir et témoigner : de la résistance à la conviction

La Cimade entretient un rapport particulier avec la notion de résistance. Celui-ci s'est d'abord construit avec son histoire, transmise à celles et ceux, jeunes ou plus âgés, militants de longue ou fraîche date, qui sont les acteurs au quotidien de la lutte pour les droits et la dignité des migrants. Les figures des fondatrices et fondateurs de La Cimade, Madeleine Barrot, Suzanne De Dietrich, Marc Boegner ou Georges Casalis, pour ne citer que quelques-uns d'entre eux, restent pour les membres de La Cimade des références vivantes - particulièrement au sortir des célébrations de notre 70^{ème} anniversaire - dont l'engagement dans le contexte particulier des persécutions et de la guerre fait écho, sur une autre forme, aux résistances d'aujourd'hui.

Mais ce rapport se vit aussi dans la convergence d'engagements à partir d'un point de vue bien précis : celui des personnes indésirables, des exclus, des maltraités et des opprimés. Cette ligne de conduite a inscrit dans la mémoire et dans le quotidien de La Cimade l'impératif du témoignage et de la prise de parole.

.....
Jérôme Martinez
Secrétaire général
de La Cimade

Une tradition chrétienne et humaniste

Cette perspective trouve ses racines dans de multiples traditions. Chrétienne bien sûr, à travers la nécessité spirituelle de la résistance à toute influence totalitaire, traduite notamment par les thèses de Pomeyrol de septembre 1941, mais aussi humaniste, non violente ou libertaire, plaçant l'humain au cœur des choix. La désobéissance aux lois injustes est alors un impératif afin de faire vivre notre propre humanité.

C'est bien cette conception universelle de la Justice, appliquée aux sans-papiers et aux exclus, qui pousse aujourd'hui, quels que soient les principes moraux, éthiques ou

philosophiques qui la fonde, les personnes engagées dans La Cimade à concevoir leur engagement comme une résistance.

Agir contre les politiques actuelles

Aujourd'hui, on constate une véritable maltraitance des migrants et particulièrement des sans papiers de la part des administrations et des institutions de l'État.

C'est d'abord l'arbitraire des pratiques des préfectures et des administrations, légitimées par des législations laissant de plus en plus de place à une appréciation discrétionnaire des droits des personnes. Nous voyons chaque jour ces hommes et ces femmes, refoulés d'une préfecture, déniés dans leurs droits face au pouvoir d'un guichet, soumis à des règles tellement complexes qu'elles en deviennent incompréhensibles. Chacun d'eux en ressort avec un immense sentiment d'injustice et de négation de leur condition d'être humain, sujet de droits.

Ce sont ensuite les pratiques policières, qui, du fait particulièrement des objectifs chiffrés d'expulsion assignés aux services de police, amènent des interpellations illégales

dans les écoles, les hôpitaux, les services sociaux, les lieux d'entraide. Sans compter l'existence de ces lieux de rétention administrative qui symbolisent la réponse de plus en plus sécuritaire et répressive de la France et l'Union européenne face aux espoirs des migrants.

Cette maltraitance se retrouve aussi et surtout dans l'expression décomplexée de discours et pratiques xénophobes, parfois au plus haut sommet de l'État comme les derniers mois l'ont illustré, qui légitiment des réflexes de peur, de rejet, face à ces étrangers de plus en plus perçus comme des ennemis. Nos principes de solidarité sont chaque jour heurtés par cette descente vers l'inacceptable.

Témoigner contre les préjugés

Face à ces réalités, nous avons la conviction que chaque action, qu'elle concerne une personne ou une famille pour laquelle nous allons engager de longues batailles juridiques, constitue une forme de résistance à la résignation.

C'est dans cette action quotidienne que nous nous inscrivons, à travers les lieux d'accueil, les réseaux,

collectifs qui agissent. Qu'il soit membre de réseaux (comme RESF), d'associations de défense des droits de l'homme, ami, voisin ou collègue, chacun peut ainsi vivre l'indignité du traitement des migrants et mesurer celle-ci au regard de sa propre condition.

Approcher cette réalité, c'est participer d'une prise de conscience et déconstruire les préjugés qui façonnent notre regard sur les migrants.

À l'image de l'émergence du réseau RESF, ou du mouvement des Cercles de Silence, tout comme avant eux l'irruption sur la scène publique des collectifs de sans-papier lors de l'occupation de l'Église St Bernard à Paris en 1996, cette solidarité active aux côtés de migrants contribue à porter un autre regard sur les migrants. Non plus des clandestins agrégés en « flux », mais des hommes et des femmes avec leur parole, leurs espoirs, leurs richesses et leur humanité.

Car il y a plus que jamais une dimension incontournable du témoignage dans l'engagement résistant contre le traitement des migrants. L'extraordinaire offensive idéologique à l'œuvre depuis 30 ans, amplifiée par la saturation des images que nous subissons, a façonné un regard négatif sur les migrations. Il est difficile aujourd'hui d'échapper à une représentation des migrants comme un problème pour nos sociétés, porteur d'un bouleversement de nos cultures et de nos identités. Cette représentation fantasmée alimente les discours d'exclusion pour certains, mais aussi un aveuglement volontaire pour beaucoup. Il est

ainsi toujours incompréhensible de constater que, malgré l'importance de nos actions, de la médiatisation de situations individuelles, autant de gens continuent à dire « je ne savais pas ». L'histoire serait-elle donc un éternel recommencement où beaucoup préfèrent la cécité à la confrontation avec une question pourtant cruciale pour notre avenir commun ?

Cette représentation fantasmée des migrations constitue aujourd'hui sans doute la clé et la limite de toute résistance engagée. En suscitant la peur et en alimentant les préjugés, elle éloigne toute perspective d'un changement profond. Toute proposition alternative fondée sur l'ouverture et la générosité est taxée de naïveté et d'utopisme. Le « réalisme » est ainsi du côté de ceux qui pensent qu'il n'y a pas d'autre option que toujours plus de répression et de négation des droits.

Une conviction : la fin ne justifie pas tous les moyens

Cette impuissance actuelle que nous pensons subir est porteuse d'un autre danger : celui de la surenchère et de l'amalgame. La résistance, éthique indispensable, est aussi une référence historique à manipuler avec précaution. La tentation du raccourci historique, celle de la surenchère des mots pour « frapper » l'opinion est un danger auquel nous devons prendre garde, tout comme celui du renoncement au dialogue et à la médiation.

C'est sur ce fil du rasoir, de l'indignation et du dialogue que nous tentons de cheminer. Entre la banali-



© Elodie Perriot - Secours Catholique

sation de la maltraitance et l'impossibilité de plus en plus grande du dialogue, la voie semble étroite pour inventer les manières renouvelées de rendre réaliste la réalisation d'un monde de justice. Elle implique de concilier nos résistances avec l'ambition d'agir sur le réel.

Pour cela, de multiples opportunités s'offrent à nous.

Sensibiliser comme nous le faisons à travers nos interventions dans les établissements scolaires, les groupes ou les quartiers, ou des initiatives telles le festival migrant scène organisé chaque année par La Cimade pour montrer, à travers le croisement des regards artistiques et militants, une autre vision des migrants. Témoigner pour porter une parole d'humanité et transmettre cette injustice vécue par les migrants pour en montrer les ponts avec nos propres vies.

Fédérer largement, enfin, en France et au niveau international, les mouvements des sociétés civiles, de plus en plus conscients de la nécessité d'agir ensemble et de construire la légitimité d'une autre vision pour les migrations.

De la résistance à la conviction, car nous avons un impératif de semer des graines d'espoir et de donner sens à notre indignation. ■

S'émanciper des traditionnelles

Les soins palliatifs en France sont entrés, depuis peu, dans une phase de généralisation dans les hôpitaux. Il n'est besoin, pour s'en convaincre, que de consulter sur Internet les très nombreux établissements hospitaliers dispensant désormais des soins palliatifs. Cela n'aurait pu se faire sans le dépassement d'une conception traditionnelle de la douleur et de son traitement.

L'unité de soins palliatifs versaillaise Claire-Demeure de Versailles est créée dès l'année 1987. Il s'agit d'un établissement géré par les Œuvres et Institutions des Diaconesses de Reuilly (OIDR), devenue aujourd'hui « Fondation Diaconesses de Reuilly ». Les OIDR ont répondu, alors, immédiatement présent à la « circulaire Laroque » de 1986 que la ministre la santé de l'époque Michèle Barzach a signée sur les soins palliatifs. Ainsi les OIDR ont-ils été, avec l'Institut mutualiste Montsouris et la maison de Notre Dame du Lac à Reuil Malmaison, parmi les pionniers des soins palliatifs en France. Ce n'est pourtant qu'en 2002 que le législateur insérera un article de loi qui précise: « Toute personne malade dont l'état le requiert a le droit d'accéder à des soins palliatifs et à un accompagnement ». C'est dire qu'entre 1986 et 2002, soit pendant seize années, il a fallu vaincre un certain nombre de blocages de la société pour défendre une autre vision de la vie et de la fin de vie.

Résister au corps médical

Historiquement, en effet, la médecine avait pour seul but de restaurer la bonne santé des hommes et des femmes, des jeunes et des moins

jeunes en luttant contre la maladie. La mort était considérée comme l'échec de la médecine. Certes, accessoirement, la médecine se préoccupait de combattre la douleur et d'améliorer le confort des traitements. Ce caractère accessoire était justifié par des critères d'efficacité thérapeutique: la douleur permet souvent un diagnostic très utile pour repérer les affections. D'où la réticence traditionnelle de beaucoup de membres du corps médical pour éradiquer la douleur. Effectivement, la douleur, en soi, a rarement des conséquences mortelles. Bon nombre de chirurgiens refusaient de se préoccuper de la douleur ou de l'inconfort du malade dès lors que le pronostic vital ou la réussite de l'acte technique n'était pas en jeu.

Résister à une tradition chrétienne

Une certaine tradition chrétienne a longtemps invité les croyants à supporter leurs souffrances. Elles leur permettaient, disait-on, de mobiliser toutes leurs ressources contre la maladie. Elles avaient même, de plus, un sens spirituel: l'être humain souffrant participe à la souffrance du Christ et à la rédemption du monde. Notons que dans le protestantisme la douleur n'a pas de caractère expiatoire ni encore moins rédempteur.

Il a donc fallu se battre contre la souffrance comme l'exprime

la démarche éthique de l'association des Œuvres et Institutions des Diaconesses de Reuilly: « *combat prioritaire de longue date dans nos établissements puisque la tradition réformée n'a jamais fait de place à la souffrance oblatrice. Cela se traduit par la mise en œuvre des péridurales à la maternité, d'une consultation anti-douleur et l'accompagnement des mourants en fin de vie. Plus largement les soins de « confort » ne sont pas méprisés. C'est la raison d'être de l'unité de soins palliatifs de Claire-Demeure qui permet d'accompagner des malades terrassés par le cancer ou le Sida à la fin de leur vie* ».

Mourir à l'hôpital: accompagner le changement de société

Un troisième acte de résistance, qui change quelque chose dans la société, a consisté à faire accepter que le patient meure à l'hôpital. Qui ne se souvient que naguère, le patient en fin de vie était rendu à la famille pour qu'il meure à la maison entouré, dans le meilleur des cas par les siens, au pire des cas seul ou avec un voisin anonyme? L'excellence d'un hôpital était alors statistiquement d'enregistrer le moins possible de décès. Aujourd'hui, le patient meurt en milieu hospitalier et dans les unités de soins palliatifs comme à Claire-Demeure ou à Notre Dame du Lac, où l'on compte un décès par jour.

conceptions



Du curatif à l'écoute

Enfin, il a fallu convaincre le personnel soignant et aide-soignant, dont la tâche ne consiste plus uniquement à dispenser des soins de façon anonyme, de respecter la dignité du patient en posant sur lui un regard attentif et de l'écouter dans ses demandes. Cela prend du temps, de l'énergie et requiert de la part de l'ensemble du personnel hospitalier comme des très nombreux bénévoles d'accompagnement de sérieuses forces vitales. Pour ce faire, il a fallu la compétence de médecins et de personnels soignants parmi lesquels j'ose mentionner Sœur Nathanaëlle, qui a participé dès l'origine à la mise en place des soins palliatifs. Sans oublier Sœur Christine, dont la disponibilité aux patients reste exemplaire. Il a fallu aussi réinventer l'accompagnement des aumôniers auprès des patients et des familles,

« Une certaine tradition chrétienne a longtemps invité les croyants à supporter leurs souffrances. »

marqué par la présence du personnel et des Sœurs lors des célébrations de départ après la mort. Il a fallu enfin maintenir le lien avec les familles en deuil en les invitant à une célébration semestrielle d'action de grâce et de reconnaissance pour les défunts.

Les vivants au centre

« Accompagnons la vie », telle est la devise des établissements des Diaconesses de Reuilly. Elle ne doit pas être comprise comme une sacralisation de la vie mais bien comme un accompagnement des vivants. C'est l'homme, la femme, vivants qui en appellent au respect que nous leur devons et que nous devons à Dieu à travers eux. Les

soins palliatifs sont un témoignage désormais incontournable de cette conviction. ■